

CONVENTION 2026 - Subvention de fonctionnement <i>entre le pôle de compétitivité Xylofutur et Bordeaux Métropole</i>

Entre les soussignés

Pôle de compétitivité Xylofutur dont le siège social est situé à WoodRise vallée, 8 avenue Gay Lussac 33370 Artigues-près-Bordeaux, représenté(e) par Frank MAINARD Président, dûment habilité

Ci-après désigné(e) « organisme bénéficiaire »

Et

Bordeaux Métropole, dont le siège social est situé Esplanade Charles de Gaulle – 33045 Bordeaux cedex, représentée par sa Présidente, Christine BOST, dûment habilitée aux fins des présentes par délibération n°2026 / du Conseil de Bordeaux Métropole du 30 janvier 2026

Ci-après désigné « Bordeaux Métropole »

PREAMBULE

Bordeaux Métropole a retenu, dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique, le programme d'actions initié et conçu par l'organisme bénéficiaire décrit à l'annexe 1, laquelle fait partie intégrante de la convention.

Ce projet est conforme à l'objet statutaire de l'organisme bénéficiaire.

ARTICLE 1. OBJET ET TEMPORALITE DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles Bordeaux Métropole attribue une subvention à l'organisme bénéficiaire pour l'année **2026**.

L'organisme bénéficiaire s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule le programme d'actions décrit à l'annexe. Dans ce cadre, Bordeaux Métropole contribue financièrement à ce projet et n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE DETERMINATION DE LA SUBVENTION

Bordeaux Métropole s'engage à octroyer à l'organisme bénéficiaire une subvention plafonnée à 28.500,00 €, équivalent à 4,5 % du montant total estimé des dépenses éligibles (d'un montant de 631.297 €), conformément au budget prévisionnel figurant en annexe 2.

Cette subvention est non révisable à la hausse.

Dans l'hypothèse où la subvention accordée est inférieure à la subvention demandée par l'organisme, il appartient à ce dernier de trouver les recettes nécessaires à l'équilibre du budget prévisionnel.

Dans l'hypothèse où les dépenses réelles seront inférieures au montant des dépenses éligibles retenu, le montant définitif de la subvention sera déterminé par application de la règle de proportionnalité suivante :

$$\text{Subvention définitive} = \frac{\text{Dépenses réelles} \times \text{Subvention attribuée}}{\text{Montant des dépenses éligibles}}$$

Ce calcul sera effectué au regard du compte rendu financier que l'organisme bénéficiaire devra transmettre à Bordeaux Métropole selon les modalités fixées à l'article 5.

Dans l'hypothèse où le montant définitif de la subvention serait inférieur aux acomptes déjà versés, l'organisme est redevable du trop-perçu. Bordeaux Métropole adressera alors un courrier d'information à l'organisme, suivi ensuite d'un avis de sommes à payer pour rembourser ce trop perçu.

ARTICLE 3. CONDITIONS D'UTILISATION DE LA SUBVENTION

La subvention accordée devra être utilisée conformément à l'objet défini en préambule. Toute contribution inutilisée ou non utilisée conformément à son objet devra être remboursée.

Par ailleurs, selon les dispositions prévues à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), il est interdit à tout groupement ou à toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention d'en employer tout ou partie en subventions à d'autres associations, œuvres ou entreprises, sauf lorsque cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la collectivité territoriale et l'organisme subventionné.

ARTICLE 4. MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Bordeaux Métropole procèdera au versement de la subvention selon les modalités suivantes :

- 80 %, soit la somme de 22 800,00 €, après signature de la présente convention ;
- 20 %, soit la somme de 5 700,00 € après les vérifications réalisées par Bordeaux Métropole conformément à l'article 5, somme qui peut être revue à la baisse en vertu des conditions définies à l'article 2.

La subvention sera créditée au compte de l'organisme bénéficiaire selon les procédures comptables en vigueur.

ARTICLE 5. JUSTIFICATIFS

Pour pouvoir prétendre au versement du solde de la subvention, l'organisme bénéficiaire s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de l'exercice comptable et au plus tard le 31 août 2027, dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- **Un compte rendu financier (cerfa n°15059*02 joint en Annexe 3 à la présente convention), signé par le Président ou toute personne habilitée**, et conforme à l'arrêté

du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

- **Le rapport d'activité ou rapport de gestion.**
- **Pour les organismes soumis à un commissaire aux comptes :**
 - o Le rapport général du commissaire aux comptes ;
 - o Le rapport spécial sur les conventions règlementées du commissaire aux comptes ;
 - o Les comptes annuels signés et paraphés par le commissaire aux comptes (bilan, compte de résultat, annexes aux comptes annuels) prévus par l'article L.612-4 du code de commerce,
- **Pour les organismes non soumis à un commissaire aux comptes :**
 - o Les comptes annuels de l'organisme signés et paraphés par le Président (bilan, compte de résultat, annexes aux comptes annuels).

A défaut de communication des documents susmentionnés, auprès de Bordeaux Métropole dans les délais impartis, l'organisme est réputé renoncer au versement du solde de la subvention.

ARTICLE 6. AUTRES ENGAGEMENTS

- L'organisme bénéficiaire communique sans délai à Bordeaux Métropole la copie des déclarations mentionnées aux articles 3, 6 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association.
- L'organisme bénéficiaire fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'organisme bénéficiaire, pour une raison quelconque, celui-ci doit en informer Bordeaux Métropole sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.
- Respect des règles de la concurrence : l'organisme bénéficiaire pourra être soumis aux directives communautaires de coordination des procédures de passation des marchés publics dans la mesure où celui-ci répondrait à la définition de « pouvoir adjudicateur » ou d'« entité adjudicatrice » au sens du droit communautaire

ARTICLE 7. CONTROLES EXERCES PAR BORDEAUX METROPOLE

L'organisme bénéficiaire s'engage à faciliter le contrôle par Bordeaux Métropole, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, de la réalisation des actions prévues, de l'utilisation de la subvention attribuée et de façon générale de la bonne exécution de la présente convention.

Bordeaux Métropole peut demander le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'action subventionnée.

Sur simple demande de Bordeaux Métropole, l'organisme bénéficiaire devra lui communiquer tous les documents de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion utiles.

En vertu des dispositions de l'article L.1611-4 du CGCT, Bordeaux Métropole pourra procéder ou faire procéder par des personnes de son choix aux contrôles qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

A cette fin, l'organisme bénéficiaire conserve les pièces justificatives de dépenses pendant 10 ans pour tout contrôle effectué a posteriori.

ARTICLE 8. ASSURANCES ET RESPONSABILITES

L'organisme bénéficiaire exerce les activités rattachées à la présente convention sous sa responsabilité exclusive.

L'organisme bénéficiaire s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de Bordeaux Métropole ne puisse être recherchée.

Il devra être en capacité de produire à tout moment à Bordeaux Métropole les attestations d'assurances correspondantes.

ARTICLE 9. COMMUNICATION

L'organisme bénéficiaire s'engage à mentionner le soutien apporté par Bordeaux Métropole (notamment en apposant le logo de Bordeaux Métropole) sur les documents destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins.

Il s'engage par ailleurs, à ce que les relations qu'il pourra développer en direction des partenaires privés ou publics, dans le cadre d'opérations de mécénat ou de parrainage, ne puissent en aucune manière porter atteinte à l'image de Bordeaux Métropole ou laisser entendre, sauf autorisation expresse de sa part, que Bordeaux Métropole apporte sa caution ou son soutien à ce partenaire.

ARTICLE 10. SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard des conditions d'exécution de la convention par l'organisme bénéficiaire sans l'accord écrit de Bordeaux Métropole, cette dernière peut exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l'organisme et avoir préalablement entendu ses représentants. Bordeaux Métropole en informe l'organisme par écrit.

ARTICLE 11. AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par les deux parties. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

ARTICLE 12. CONTENTIEUX

Les difficultés qui pourraient résulter de l'application de la présente convention feront l'objet, préalablement à toute procédure, d'une conciliation à l'amiable devant un tiers choisi par les deux parties.

En dernier ressort, les litiges qui pourraient s'élever entre les parties au sujet de l'exécution de la présente convention seront soumis au tribunal administratif de Bordeaux.

ARTICLE 13. ELECTION DE DOMICILE

Les notifications ou mises en demeure faites entre les parties au titre des dispositions de la présente convention sont valablement effectuées par lettre recommandée avec avis de réception, adressée à leur domicile respectif dans le ressort de l'exploitation.

Pour l'exécution de la présente convention et de ses suites, les parties font élection de domicile :

Pour Bordeaux Métropole :

Madame la Présidente de Bordeaux Métropole
Esplanade Charles de Gaulle 33045 Bordeaux cedex

Pour l'organisme bénéficiaire :

Monsieur le Président du Pôle de compétitivité Xylofutur
WoodRise vallée 8 avenue Gay Lussac 33370 Artigues-près-Bordeaux

ARTICLE 14. PIECES ANNEXES

Les pièces suivantes sont annexées à la présente convention :

- annexe 1 : programme d'actions 2026
- annexe 2 : budget prévisionnel 2026
- annexe 3 : Modèle de compte-rendu financier - **Cerfa 15059*02**

Fait à Bordeaux, le

en trois exemplaires

Signatures des partenaires

Bordeaux Métropole
Christine BOST
Présidente

Pôle de compétitivité Xylofutur
Frank MAINARD
Président

Annexe 1 : programme d'action 2026

Être moteur de l'innovation régionale de la filière et rayonner à l'échelle européenne

GOUVERNANCE

L'année 2025 a marqué **la mise en œuvre de la nouvelle gouvernance élue en juillet 2024**, avec **le renouvellement du Conseil d'Administration et du Bureau**, incluant l'arrivée de quatre Vice- Présidents en charge des thématiques «Relation Filière», «Énergie», «Chimie» et «Europe».

Ce renouvellement s'est accompagné d'une transition à la présidence, avec la passation entre M. Frédéric CARTERET et le nouveau Président, M. Frank MAINARD.

Parallèlement, la direction du Pôle a connu un changement majeur suite au départ à la retraite de l'ancien directeur, M. Marc VINCENT. Une phase de transition a été assurée pendant six mois par M. Christophe JOURDAIN, avant la nomination de Mme Charlotte PERRIER au poste de Directrice, forte de deux années d'expérience en coordination du réseau La WoodTech.

Malgré ces changements successifs, l'équipe a fait preuve de résilience et a su maintenir la continuité des actions et des services. L'enjeu pour 2026 est désormais de stabiliser durablement l'organisation, afin de consolider les dynamiques engagées et de renforcer la capacité du pôle à accompagner la filière dans un contexte en profonde évolution.

STRATEGIE

Face à un contexte économique tendu, les entreprises de la filière investissent de moins en moins dans l'innovation, fragilisant leur compétitivité actuelle et surtout leur capacité à rester performantes dans les années à venir. Cette contraction de l'investissement pèse directement sur la dynamique collective, l'émergence de projets et le renouvellement des solutions indispensables à la transition du secteur.

Conscients de ces enjeux, le Bureau et le Conseil d'Administration ont fait le choix de renforcer la fidélisation du réseau et de remobiliser les 212 adhérents, dont 31 implantés sur la Métropole bordelaise (14%) et 47 en Gironde (21%) autour d'actions d'innovation concrètes et utiles, afin de soutenir directement leur transformation et de sécuriser leur trajectoire.

En 2026, l'effort sera concentré sur trois thématiques structurantes, identifiées comme des leviers d'impact majeurs pour les entreprises et pour le territoire :

- **Numérisation & Digitalisation** : pour moderniser les organisations, améliorer la performance et renforcer la traçabilité.
- **Économie circulaire** : pour optimiser la ressource, réduire les coûts et accélérer les modèles de production durable.
- **Financement de l'innovation** : afin d'offrir de nouvelles solutions d'appui, diversifier les ressources et faciliter le passage à l'échelle.

Cette stratégie, pensée dans un contexte politico-économique contraint, nécessite un accompagnement plus ciblé, personnalisé et centré sur les besoins réels des entreprises, tout en travaillant sur des sujets collectifs et structurants qui génèrent de la valeur, accélèrent la transition et renforcent la compétitivité de l'ensemble de la filière.

En 2026, les axes stratégiques restent alignés avec ceux définis par le Conseil d'Administration pour la phase V des pôles, et s'appuient désormais sur une structuration claire autour de 3 services clés : l'équipe Projets R&D, La WoodTech – accélérateur de start-ups, et le service Europe.

Les actions seront poursuivies afin de renforcer les liens avec les membres du Conseil d'Administration ainsi qu'avec les organisations professionnelles nationales, dans l'objectif de faciliter le financement et la mise en œuvre des actions du pôle. Cette dynamique sera notamment soutenue par l'implication du Président de FIBOIS France, Jean-Marc MEYER — également adhérent de Xylofutur, Président de FIBOIS Nouvelle-Aquitaine et désormais Vice-Président « Relation Filière » au Bureau de Xylofutur.

En parallèle, la recherche de ressources privées supplémentaires et la mobilisation de nouvelles sources de financement resteront une priorité pour consolider le modèle économique du pôle et prolonger les efforts engagés depuis 2025. Cela passera notamment par :

- ♦ la facturation des prestations réalisées par le pôle (accompagnement de projets RCD, réponses aux Appels à Projets — ADEME, FBF, CODIFAB — animation d'événements, *success fees* en cas d'investissements, mises en relation qualifiées, salons et interventions)
- ♦ *l'onboarding* de nouveaux adhérents
- ♦ la poursuite de la stratégie de conventions de partenariat avec engagements sur des projets communs et l'organisation d'événements, afin de renforcer l'impact et la visibilité du pôle — dans la continuité des collaborations déjà établies avec le Crédit Agricole Espace Entreprises de Gironde, le FCBA, EDF, Gascogne Bois ou encore Saint-Gobain Distribution Bâtiment France.
- ♦ L'abandon de la politique d'ouverture d'antennes régionales, coûteuses, peu efficaces selon nos indicateurs (AURA, PDL). Remobilisation des financements par de l'animation thématique sur les territoires en collaboration directe avec les acteurs institutionnels et leurs besoins. Par exemple, AURA nous sollicite dans le cadre des JO de l'hiver.

L'EQUIPE

L'équipe du pôle est composée fin 2025 de 7 salariés (dont un en alternance), auxquels s'ajoute 0,5 ETP en mise à disposition. L'arrivée d'un(e) Chef(fe) de projets Chimie- Énergie a été décalée faute de financements disponibles mais le plan d'action suivant impose le recrutement d'1 ETP supplémentaire à minima.

LE BUDGET

Le budget total du pôle comprend **un budget de gouvernance** (fonctionnement, animation, suivi de projets, labellisation, startups...) **ainsi que des budgets d'actions spécifiques** (projets européens, Parcours Émergence Projets, Journée Innovation...). La trésorerie reste une préoccupation bien que l'année 2026 soit sécurisée. L'accent est mis sur la recherche de cofinancements et également de diversification de sources de financements.

L'EQUIPE PROJET RCD (2ETP)

Objectifs

L'ensemble des actions menées en 2026 poursuit un objectif global : renforcer la dynamique d'innovation de la filière forêt-bois en fidélisant, mobilisant et accompagnant plus étroitement les adhérents, tout en améliorant la qualité des services rendus et la mise en réseau entre les acteurs.

Moyens

- Labellisation

Bien que son impact soit désormais limité, **l'offre est maintenue**, avec l'objectif d'atteindre 6 projets labellisés en 2026 (contre 2 en 2025).

- Nouveau service — Comité d'expertise

Objectifs spécifiques :

Orienter les projets le plus tôt possible, à se poser les bonnes questions et à se diriger vers les bons partenaires et les bons marchés.

Un dispositif plus léger et opérationnel, testé en 2025, désormais déployé pour l'ensemble des adhérents qui le souhaitent.

Le pôle se réserve la possibilité de prendre une commission sur les mises en relation « business » qualifiées, et des accords de confidentialité sont signés avec tous les participants.

- Transfert de technologie

Objectifs spécifiques :

Intégrer plus tôt les projets de recherche, positionner Xylofutur comme partenaire pour associer les entreprises du bois en tant que « metteurs en marché », favoriser le testing, le fit-market et la mise à l'échelle des technologies développées sur le territoire NA et plus précisément avec les labos de recherches et les universités bordelaises.

Des discussions sont en cours pour renforcer les liens avec les structures d'accompagnement du territoire (INRAE, SATT, CATIE, Pôle ENTER, Agrisud-Ouest, Cosmetic Valley...).

Accompagnement personnalisé (prestations sur devis)

Renforcer la communication en 2026 pour mieux valoriser nos services :

Expertise sectorielle, état de l'art, montage AAP, préparation des dossiers de financements, mises en relation qualifiées et dérisquage pour les financeurs, restitutions de projets dans le cadre des événements du pôle.

- Diffusion des aides et AAP

Très appréciée de nos adhérents, nous souhaitons maintenir la base de données (Airtable) à jour, diffuser quatre mailings génériques par an, ainsi que des mailings dédiés en cas de fléchage très probant pour les acteurs.

- Intégration dans la stratégie nationale

Xylofutur s'inscrit dans des projets d'envergure régionale et nationale, notamment la démarche sociétale de la filière Forêt-Bois qui comporte un volet Innovation. L'idée est de réaffirmer notre impact pour la filière en tant que seul pôle d'innovation et ainsi par la suite obtenir plus de soutiens des financeurs filière.

ACTIONS COLLECTIVES PROGRAMMEES

Journée de l'innovation en Région (possibilité d'organisation sur BDX Métropole)

Objectifs

Renforcer notre position de référent nationale de l'innovation et organiser la 1ère journée régionale en NA. Pour information, des financements sont fléchés de la part de la filière sur cette action et garanti pour 2026. Nous pouvons donc imaginer une 1ère action sur la Métropole assez rapidement au Semestre 1 2026 avec nos financeurs et partenaires locaux

Après avoir travaillé sur "Pourquoi innover ?" en 2024 puis "Comment innover ?" en 2025, l'objectif 2026 est de mettre en lumière des résultats concrets, de diffuser les innovations opérationnelles et de générer de nouvelles dynamiques business pour la filière. Nous souhaitons également renforcer la mobilisation des adhérents, créer des synergies territoriales et détecter de nouvelles opportunités, en impliquant davantage les clients finaux et les collectivités en déclinant l'action par Régions.

Moyens

Pour assurer la continuité territoriale de cette action, Xylofutur proposera en 2026, 3 journées régionales (NA, PACA et Normandie ou BFC), sur des formats resserrés, organisées en partenariat avec des réseaux déjà existants afin de renforcer la lisibilité et la portée des actions.

Ces journées mettront l'accent sur les leviers clés du pôle : Financement de l'innovation (dispositifs, retours d'expérience, rencontres investisseurs), valorisation des innovations via une vitrine dédiée aux technologies et solutions de nos adhérents, mise en avant des partenaires et des moyens disponibles pour accompagner l'innovation, implication active des territoires et des clients finaux afin de favoriser l'émergence de nouveaux besoins, nouveaux marchés et nouvelles collaborations.

Indicateurs proposés

Fréquentation.

Nombre d'innovations valorisées via les vitrines régionales.

Satisfaction des participants (enquête qualitative).

ADEME — Parcours Émergence de Projets

Clôturer l'action sur la valorisation des bois issus de la déconstruction.

Engager et clôturer l'action sur la valorisation des feuillus.

ADEME — Écoconception (2026)

Restitution de projets possible sur BDX Métropole chez un partenaire en lien avec l'AAP Régionalisé pour positionner le territoire comme précurseur sur cette thématique

Expertiser les potentialités d'innovation en matière d'éco-conception sur la chaîne de valeur.

Proposer un programme de recensement et d'actions en collaboration avec les initiatives existantes pour les acteurs filière de la façade Ouest Atlantique en s'attachant à déterminer l'impact de la valeur ajoutée ainsi générée.

CIMESx Xylofutur — Le Tour Industrie

L'objectif de cette action est de favoriser la modernisation de l'outil de production des industriels du territoire. Dans la continuité du Club Industrie, favoriser les transferts de technologies inter-filières via des visites d'entreprises hors filière pour s'inspirer de pratiques innovantes. Nous avons reçu de nombreuses marques d'intérêt pour cette action.

Partenaires envisagés

Territoires d'industrie, France Industrie, UIPC, UICB, Ameublement français (UIPP) et le réseau des pôles et autres clusters :

Visites d'entreprises dans l'aéro : Aerospace Valley

Exploration sur les débouchés chimie : ACD, Polymeris, Lyon Biopole

Groupes de Travail (GT)

L'objectif de ces labs ou groupes de travail est de détecter des potentiels d'innovation et produire des livrables pour les parties prenantes. Ils permettent de faire émerger plus vite des solutions nouvelles et de réduire les risques d'innovation.

Concrètement, cela se traduit par l'animation de collectifs d'adhérents sur des sujets ciblés (RDUE C Dataspace déjà en cours depuis 2024, biochar, sols forestiers, financement, etc.), en concertation avec les acteurs nationaux et régionaux. Ces GT sont financés en partie par le privé.

SERVICE EUROPE (1,5 ETP)

Objectifs

En 2026, Xylofutur poursuit son ambition européenne : devenir le point d'entrée incontournable pour les organismes, clusters et industriels européens recherchant des partenariats dans la filière forêt-bois.

Cette orientation vise à la fois à renforcer la visibilité européenne du pôle et à créer davantage d'opportunités pour ses adhérents, en facilitant leur accès aux réseaux, aux financements et aux collaborations internationales.

Le pôle maintient également un lien étroit avec les services Europe des régions, notamment la Nouvelle-Aquitaine, ainsi qu'avec les clusters et réseaux européens afin d'accroître la visibilité du pôle et de ses membres.

Moyens

En 2026, le service Europe poursuivra ses actions structurantes :

- organisation de webinaires et diffusion régulière de la newsletter Europe ;
- montée en puissance du Club Europe, lancé fin 2025, dont l'objectif est de faire émerger des actions de collaboration au niveau européen avec nos membres et de capter des financements européens pour le réseau.
- organisation d'une mission exploratoire en Finlande sur les technologies innovantes pour une gestion forestière durable, ce qui contribue au rayonnement de NA à l'échelle internationale.
- renforcement de la collaboration avec les universités et centres de recherche du réseau afin d'identifier en amont les opportunités de montage de projets européens et d'impliquer activement les adhérents et le pôle en tant que partenaires pour renforcer et sécuriser les transferts de technologies

Xylofutur continuera également son engagement dans deux projets européens majeurs :

- SMURF (2024–2027) : coordination des 10 projets pilotes européens sur les nouveaux modèles économiques de la petite propriété forestière.
- Social Forest (2024–2026) : coordination de la zone pilote Nouvelle Aquitaine sur les feux de forêt et organisation de l'Assemblée Générale du projet au printemps 2026 à Bordeaux.

Des projets déposés en attente de décision :

Renoalliance (LIFE) : allier les PME de la construction bois pour réaliser des rénovations industrialisées et collaboratives

Circ-Assist: (Horizon Europe) permettre aux PME du secteur de la construction en Europe de devenir des acteurs mondiaux compétents et conformes dans la construction circulaire et durable.

EIE : Par ailleurs, Xylofutur coordonne un consortium européen en vue de déposer fin janvier un projet destiné à renforcer les investissements dans les start-ups à l'échelle européenne.

Indicateurs proposés

Nombre de membres actifs du Club Europe et actions collaboratives lancées.

Nombre de projets européens détectés en amont grâce aux collaborations avec les universités et centres de recherche.

- Avancement et livrables des projets SMURF et Social Forest.
- Résultats des dossiers européens déposés (projets acceptés / refusés).

Partenaires envisagés

IEFC, EFI , FFI, Innovawood, FCBA, Régions (NA, AURA, BFC, etc), ERIAFF, ForestTechnology Platform, Innovawood, Build4People, New European Bauhaus, European Cluster Collaboration Platform

LA WOODTECH : ACCELERATEUR STARTUPS (1,5 ETP)

Objectifs

Positionner le territoire comme un pilote où l'innovation forêt-bois se transforme en solutions marché en démontrant, par l'innovation ouverte, comment l'association entre startups, entreprises matures et acteurs locaux permet d'accélérer la création de valeur. L'objectif est aussi d'accroître la visibilité, la crédibilité et le potentiel de développement des solutions innovantes au service des enjeux du territoire et ainsi permettre aux start-up de scaler.

Moyens

Mettre en place un démonstrateur territorial autour d'un défi concret — par exemple la lutte contre les nématodes, la valorisation chimique des bois, le biochar ou encore l'adoption du numérique. Ce démonstrateur illustrera les principes clés de l'innovation collaborative : une startup et une entreprise mature testent ensemble un procédé, un service ou un produit. Ce qui implique un prototypage rapide et une mise en test accélérée en conditions réelles.

Ainsi le territoire sert de terrain pilote d'expérimentation pour tester et déployer ensuite à plus grande échelle. Cela contribue à la valorisation de l'attractivité de la Région pour la filière.

Indicateurs proposés

Création de valeur ajoutée sur la technologie développée.

Partenaires envisagés

Organisations professionnelles et économiques régionales, FCBA (contrat de partenariat), PEFC, Gascogne, Crédit agricole, Saint-Gobain, Impulse Partners, SSSO, etc.

ORGANISER UN EVENEMENT BTOB

(à WoodRise vallée ou dans les locaux de la Métropole selon avancement des travaux)

Objectifs

Faire de l'association WoodRise Vallée un espace emblématique de l'innovation forêt- bois de la métropole, et accueillir un événement d'ampleur national. Mettre en avant le dynamisme local en valorisant un écosystème complet : start-ups, industriels, centres de recherche, financeurs et collectivités.

Accélérer l'adoption des solutions innovantes dédiées à la transformation, la construction, l'aménagement et l'ameublement en montrant concrètement l'impact du transfert de technologie et des approches d'open innovation sur le passage au marché.

Moyens

Organisation d'un événement national intégrant pitches, démonstrations, vitrines d'innovations et rencontres B2B. Sélection des meilleures start-ups de l'année et préparation d'un programme combinant :

- présentations des innovations,
- témoignages d'entreprises matures,
- retours d'expérience d'expérimentations terrain,
- temps avec financeurs et décideurs publics.

Communication renforcée sur un projet Métropole de BDX : valorisation des synergies recherche-industrie- startups régionales et mise en valeur du rôle des acteurs du territoire dans l'accélération du transfert de technologie.

Indicateurs proposés

Nombre de participants (objectif : un événement de référence). Retombées presse, posts, etc

Demandes d'expérimentation ou de transfert technologique post-événement.

Taux de satisfaction des participants (questionnaire).

Partenaires envisagés

FIBOIS NA, Odeys, FCBA, Filière Hors Site, France Clusters, Finance Innovation, ADI, Soltena, association WRV.

DEVELOPPEMENT D'UN NOUVEAU SERVICE : FINANCEMENT ET LEVEE DE FONDS

Objectifs

Diversifier les sources de financements, Mobiliser une communauté engagée notamment les propriétaires forestiers. Accélérer et sécuriser le passage à l'échelle des innovations. Renforcer la confiance des investisseurs grâce au rôle de dérisqueur du pôle. Créer une source de revenus supplémentaire pour notre service d'accompagnement. Tester l'idée avec les start-ups pour proposer cet accompagnement plus largement aux autres membres ensuite.

Moyens

Trouver de nouvelles sources de financement pour les projets d'innovations du territoire et envisager un partenariat avec un acteur local comme Tudigo, qui propose du crowdfunding citoyen avec un levier de niches fiscales pour les investisseurs.

Cette démarche crée un mécanisme vertueux d'investissement territorial, renforce l'ancrage local des projets et diversifie les sources de financement afin de réduire la dépendance des start-ups aux aides publiques dans un contexte budgétaire contraint.

Elle permet aussi d'accélérer le passage à l'échelle des innovations grâce à une solution de financement plus rapide, participative et complémentaire aux dispositifs traditionnels.

Dans la mouvance actuelle des clusters, Xylofutur joue en parallèle un rôle essentiel de "dérisqueur" en amont. Grâce à sa connaissance fine du terrain, de la filière et des entreprises, le pôle est régulièrement sollicité par les investisseurs pour évaluer la maturité des projets, la qualité des porteurs et la pertinence des solutions développées. Le pôle apporte un avis structurant et rassurant pour les financeurs, qui cherchent une validation experte avant d'engager des capitaux.

Au-delà de cette validation, Xylofutur contribue activement au dérisquage opérationnel, en facilitant l'expérimentation dans les entreprises du territoire, en aval, soutenant le déploiement des solutions et en organisant les mises en relation qualifiées. Cette position intermédiaire renforce la confiance des financeurs, sécurise la montée en échelle et maximise les chances de réussite des projets innovants du territoire.

Indicateurs proposés

Nombre et réussite des campagnes de crowdfunding. Montants levés sur un projet en NA.

Partenaires envisagés

Crédit agricole, Tudigo, Sysso, FIBNA, Fibois NA, ADI, acteurs institutionnels financiers du territoire.

COMMUNICATION : RESTRUCTURATION EXTERNALILSEE

Objectifs

Élaborer une stratégie de marque forte pour Xylofutur, positionnant le pôle comme référence de l'innovation de la filière forêt-bois, solidement ancré en Nouvelle-Aquitaine, sur la métropole de Bordeaux, qui grâce à la densité de son bassin industriel, et reconnu comme territoire pilote et inspirant pour l'ensemble de la filière au niveau national.

Moyens

Un partenariat a été noué avec une experte en stratégie de marque, chargée de rencontrer nos adhérents afin de comprendre leurs besoins, leurs attentes, leur perception du pôle et ce qu'ils associent au mot innovation dans leur quotidien.

Cette démarche permettra de construire une communication ciblée, cohérente et alignée avec la réalité du terrain, afin de mieux valoriser les entreprises, renforcer la lisibilité de nos actions et accroître notre visibilité auprès des parties prenantes et des clients finaux via nos différents canaux.

Cette mission externalisée positionne Xylofutur comme bêta-testeur d'un modèle potentiellement déclinable à l'échelle régionale pour structurer un plan de communication filière, si cela s'avère pertinent.

Enfin, cette stratégie devra être rigoureusement alignée avec la feuille de route Néoterra et avec les orientations nationales en cours de formalisation dans le cadre de la démarche RSO de la filière, coordonnée par FBF et le CODIFAB.

Indicateurs proposés

Nombre d'entreprises rencontrées en NA dans le cadre du diagnostic marque.

Adoption ou reprise du modèle de storytelling et de process de communication repris par les acteurs régionaux ou nationaux (effet pilote).

Partenaires envisagés

Fibna, Sysso, FCBA, Fibois, Odeys, Soltena, Saint-Gobain

ANNEXE AU PROGRAMME D'ACTION 2026
Proposition de collaboration / AAP France 2030 régionalisé

Faire de la WoodRise vallée et plus largement de la Nouvelle-Aquitaine les pionniers de la massification du bois de réemploi et de l'innovation circulaire appliquée au matériau bois

Objectifs

En 2026, Xylofutur souhaite engager une étape décisive dans la structuration de la filière régionale du bois de réemploi, en s'appuyant sur les avancées du projet RESTWOOD, coordonné par Nobatek/INEF4, et sur la dynamique territoriale créée autour de Woodrise Vallée.

L'objectif est d'atteindre un véritable changement d'échelle : passer d'initiatives encore dispersées à une filière organisée, visible et compétitive, capable d'alimenter nos entreprises, nos maîtres d'ouvrage et nos territoires en matériaux reconditionnés, fiables et traçables.

Moyens proposés

- Co-construction d'un démonstrateur Woodrise Vallée : atelier de préparation, zone de stockage au sec, mini-labo d'analyse rapide et espace de démonstration ouvert sur un espace de vente ouvert aux professionnels et aux particuliers pour sensibiliser le public.

- Sensibilisation et acceptabilité marché :

Organiser des campagnes de communication pour valoriser les bénéfices du réemploi auprès des maîtres d'ouvrage, architectes et particuliers avec un storytelling territorial.

Positionner le bois réemployé comme une ressource compétitive et écologique.

- Organisation d'animations à la WRV : sessions de formation, visites, du démonstrateur et Xyloclubs thématiques dédiés au réemploi.

- Production de supports techniques communs (protocoles, fiches pratiques, retours d'expérience, cartographie des acteurs).

Indicateurs proposés

Mise en place du démonstrateur Woodrise Vallée. Nb d'emplois directs et indirects créés. Nombre d'entreprises accompagnées sur la qualification ou la préparation du bois.

Nombre de sessions de formation / Xyloclubs / visites organisées. Nb de visiteurs.

Partenaires envisagés

Nobatek/INEF4 (coordinateur Restwood – expertise technique C RCD), FCBA (normes, qualification, essais), Tipee (construction, rénovation, économie circulaire), Woodrise Vallée / Bordeaux Métropole (implantation du démonstrateur et animation territoriale).

Plateformes de réemploi, déconstructeurs, charpentiers, industriels de la transformation.

Collectivités, maîtres d'ouvrage publics/privés, promoteurs, architectes, habitants.

Annexe 2 : budget prévisionnel 2026

CHARGES (en euros)			PRODUITS (en euros)		
	BP 2025	BP 2026		BP 2025	BP 2026
60 - Achats	7 000	9 000	70 - Ventes de produits finis, prestations de services	46 500	60 200
Achats d'études et de prestations de service			Prestations accompagnement projets		20 000
Achats stockés de matières et fournitures			Contributions projets		1 000
Achats non stockables (eau, énergie)		9 000	Prestations LWT (salons+prestations)		31 200
Fournitures d'entretien et de petit équipement			Inscriptions evenements / billetterie		8 000
Fournitures administratives			74 - Subventions d'exploitation	364 333	410 540
Autres fournitures			État (préciser le(s) ministère(s) sollicité(s))		
61 - Services extérieurs	23 396	39 680	Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine	300 000	280 000
Loyers bureaux		10 000	Conseil Départemental des Landes	25 000	25 000
Locations véhicules, matériels, salons		8 480	Bordeaux Métropole	30 000	40 000
Entretien inform.sites, véhicules		10 000	ADEME		28 085
Primes d'assurance		4 600	Financement filière (CODIGFAB / FBF)		30 000
Dotation gle & technique / frais colloques		1 600	Ville de Bordeaux		
Formations salariés		5 000	Conseil régional Loire		
			Fonds européens		7 455
62 - Autres services extérieurs	173 423	255 380	Emplois aidés		
Rémunérations intermédiaires et honoraires		135 500	Département de l'Ain		
MAD facturée		30 000	Aides privées		
Honoraires comptables+CAC+ juridique		30 500	75 - Autres produits de gestion courante	117 836	160 557
Autres intermédiaires		75 000	Cotisations	117 836	146 557
Publicité , Publications, RP		28 000	Dons manuels (75411)		
Déplacements		22 000	Mécénats (75441)		14 000
Réceptions		8 000			
Frais postaux et télécoms		3 000	76 - Produits financiers		
Services bancaires		2 000	77 - Produits exceptionnels		
Dépenses projets		46 880	Reprises de subventions (777)		
Cotisations		10 000	Autres		
			78 - Reprises sur amortissements et provisions		
63 - Impôts et taxes	8 300	6 800	79 - Transfert de charges		
Impôts et taxes sur rémunérations		6 800			
Autres impôts et taxes					
64 - Charges de personnel	316 550	320 437			
Rémunérations du personnel		231 661			
Charges sociales		88 776			
Autres charges de personnel					
65 - Autres charges de gestion courante					
66 - Charges Financières					
67 - Charges exceptionnelles					
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements			Autofinancement le cas échéant		
69 - Impôt sur les sociétés					
TOTAL DES CHARGES	528 669	631 297	TOTAL DES PRODUITS	528 669	631 297

NB: Ce document présente le budget Gouvernance de l'association Xylofutur. Il exclut les projets d'actions dont les financements ne sont pas sécurisés

*Compte tenu du montant de la subvention accordée par Bordeaux Métropole (28 500 € et non 40 000 €), il appartiendra à l'organisme bénéficiaire de réajuster son budget.

Annexe 3

Lien d'accès au cerfa ci-dessous

<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R46623>



ASSOCIATIONS



COMPTE-RENDU FINANCIER DE SUBVENTION

(arrêté du Premier ministre du 11 octobre 2006 portant fixation des modalités de présentation du compte rendu financier prévu par le quatrième alinéa de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations)

Le compte-rendu a pour objet la description des opérations comptables qui attestent de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention.

Ce compte-rendu est à retourner à l'autorité administrative qui a versé la subvention dans les 6 mois suivant la fin de l'exercice au cours duquel la subvention a été accordée. Il doit obligatoirement être établi, avant toute nouvelle demande de subvention. Il doit être accompagné du dernier rapport annuel d'activité et des comptes approuvés du dernier exercice clos.

Vous pouvez ne renseigner que les cases grisées du tableau si le budget prévisionnel de l'action projetée a été présenté sous cette forme.

Le compte rendu financier est composé de trois feuillets :

1. un bilan qualitatif de l'action
2. un tableau de données chiffrées
3. l'annexe explicative du tableau

Ces fiches peuvent être adaptées par les autorités publiques en fonction de leurs priorités d'intervention.

Article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (extraits) :

« Lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, l'organisme de droit privé bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention. Le compte rendu financier est déposé auprès de l'autorité administrative qui a versé la subvention dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

Le budget et les comptes de tout organisme de droit privé ayant reçu une subvention, la convention prévue au présent article et le compte rendu financier de la subvention doivent être communiqués à toute personne qui en fait la demande par l'autorité administrative ayant attribué la subvention ou celles qui les détiennent, dans les conditions prévues par la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 précitée. »

1. Bilan qualitatif de l'action réalisée

Identification :

Nom :

Numéro SIRET :

Numéro RNA ou à défaut celui du récépissé en préfecture :

Pour une association régie par le code civil local (Alsace-Moselle), date de l'inscription au registre des Associations :

Décrire précisément la mise en œuvre de l'action :

Quel a été le nombre approximatif de personnes bénéficiaires (par type de publics) ?

Quels ont été les date(s) et lieu(x) de réalisation de votre action ?

Les objectifs de l'action ont-ils été atteints au regard des indicateurs utilisés ?

2. Tableau de synthèse¹.

Exercice 20...

CHARGES	Prévision	Réalisation	%	PRODUITS	Prévision	Réalisation	%
Charges directes affectées à l'action				Ressources directes affectées à l'action			
60 - Achat	0	0		70 - Vente de marchandises, produits finis, prestations de services			
				73 - Dotations et produits de tarification			
Achats matières et fournitures				74- Subventions d'exploitation ⁴	0	0	
Autres fournitures				Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)			
61 - Services extérieurs	0	0		-			
Locations				-			
Entretien et réparation				Région(s) :			
Assurance				-			
Documentation				Département(s) :			
				-			
62 - Autres services extérieurs	0	0		Intercommunalité(s) : EPCI ³			
Rémunérations intermédiaires et honoraires				-			
Publicité, publication				Commune(s) :			
Déplacements, missions				-			
Services bancaires, autres				Organismes sociaux (détailler) :			
63 - Impôts et taxes	0	0		-			
Impôts et taxes sur rémunération				Fonds européens			
Autres impôts et taxes				L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA -emplois aidés)			
64- Charges de personnel	0	0					
Rémunération des personnels				Autres établissements publics			
Charges sociales				Aides privées			
Autres charges de personnel							
65- Autres charges de gestion courante				75 - Autres produits de gestion courante			
				Dont cotisations, dons manuels ou legs			
66- Charges financières				76 - Produits financiers			
67- Charges exceptionnelles				77- Produits exceptionnels			
68- Dotation aux amortissements				78 - Reports ressources non utilisées d'opérations antérieures			
CHARGES INDIRECTES AFFECTEES A L'ACTION				RESSOURCES PROPRES AFFECTEES A L'ACTION			
Charges fixes de fonctionnement							
Frais financiers							
Autres							
Total des charges	0	0		Total des produits	0	0	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ⁴							
86- Emplois des contributions volontaires en nature	0	0		87 - Contributions volontaires en nature	0	0	
860- Secours en nature				870- Bénévolat			
861- Mise à disposition gratuite de biens et services				871- Prestations en nature			
862- Prestations							
864- Personnel bénévole				875- Dons en nature			
TOTAL	0	0		TOTAL	0	0	

La subvention de€ représente% du Total des produits.

¹ Ne pas indiquer les centimes d'euros

² L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements obtenus d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicités.

³ Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.

⁴ Leur inscription en comptabilité n'est possible que si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur ces contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables ; voir le guide publié sur « www.associations.gouv.fr »

3. Données chiffrées : annexe.

Règles de répartition des charges indirectes affectées à l'action subventionnée (exemple : quote-part ou pourcentage des loyers, des salaires, etc.) :

Expliquer et justifier les écarts significatifs éventuels entre le budget prévisionnel de l'action et le budget final exécuté :

Contributions volontaires en nature affectées à la réalisation du projet ou de l'action subventionnée⁵ :

Observations à formuler sur le compte-rendu financier de l'opération subventionnée :

Je soussigné(e), (nom et prénom)
représentant(e) légal(e) de l'association

certifie exactes les informations du présent compte rendu.

Fait, le à

Signature

⁵ Les « contributions volontaires » correspondent au bénévolat, aux mises à disposition gratuites de personnes ainsi que de biens meubles (matériel, véhicules, etc.) ou immeubles. Leur inscription en comptabilité n'est possible que si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur ces contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables ; voir le guide publié sur « www.associations.gouv.fr »